

Une stratégie qui porte la Suisse en avant

Une politique économique tournée vers l'avenir

Les gens sont heureux et prospères s'ils sont aussi libres que possible dans leurs décisions, s'ils ont des perspectives de carrière, s'ils ne sont pas découragés par des impôts élevés ou un flot excessif de lois et de règlements et s'ils peuvent compter sur l'Etat lorsque c'est vraiment nécessaire. La Suisse incarne aujourd'hui ce modèle de réussite. Notre population se porte mieux que jamais. Cela ne s'est pas fait tout seul, c'est le résultat d'un long et dur labeur, ainsi que de décisions clairvoyantes des fondateurs libéraux-radicaux, depuis 1848 à nos jours. Nous devons cette réussite à des citoyens désireux d'obtenir de bons résultats, au sein d'un système économique qui fonctionne. En effet, malgré la concurrence internationale, les entreprises créent des emplois en Suisse. Grâce à des conditions-cadres optimales, elles peuvent, tout comme leurs employés et d'autres particuliers, générer de la valeur ajoutée et financer les services de l'Etat par le biais de divers impôts et taxes.

Mais de sombres nuages se profilent à l'horizon : les relations de la Suisse avec l'UE sont pleines d'incertitudes, la politique fiscale internationale risque de poser de nouveaux défis considérables à la Suisse et l'Etat continue à se développer, ce qui implique une régulation de la population et de l'économie et menace le frein à l'endettement. Le PLR.Les Libéraux-Radicaux est convaincu que seuls ceux qui se préparent sont aptes à affronter l'avenir. C'est pour cette raison que nous prônons une stratégie d'avenir active pour renforcer l'économie suisse. Nous devons demeurer attractifs aussi bien pour les personnes que pour les entreprises, et les investissements en Suisse devraient être rentables. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions garantir l'emploi et la prospérité. Pour le PLR, la sauvegarde sur le long terme de la voie bilatérale est, par conséquent, primordiale. Tant la résiliation des accords bilatéraux que l'impasse dans laquelle se trouvent les relations avec l'UE pourraient avoir de graves conséquences pour notre prospérité.

Adopté le 12.08.2019 par le Comité directeur du PLR.Les Libéraux-Radicaux.

Avez-vous déjà pris connaissance de notre position sur les PME ?

Ce document reprend spécifiquement nos revendications en faveur de PME compétitives et performantes. Il a été adopté par l'Assemblée des délégués du PLR en 2017. Vous pouvez le trouver sur www.plr.ch/positions/

1. Situation actuelle

La Suisse est un petit pays, au cœur de l'Europe, innovant, ouvert et orienté vers l'exportation. Notre population et notre économie se portent aujourd'hui mieux que jamais. Le chômage est faible, la prospérité est largement répartie et les perspectives sont nombreuses pour tous. Diverses mesures libérales, telles qu'une profonde intégration au sein du marché intérieur de l'Union européenne, qui est aussi, et de loin, le plus important marché d'exportation des produits suisses, garantissent un environnement prospère. Nous bénéficions également d'une trentaine d'accords de libre-échange dans le monde et d'institutions politiques stables. Une politique fiscale attrayante, un excellent système de formation et un droit du travail libéral complètent le tableau. Mais ces perspectives positives ne vont pas de soi. Alors que la concurrence étrangère est agile et investit dans sa compétitivité, les structures libérales suisses sont de plus en plus soumises aux attaques politiques visant à une redistribution accrue et une préservation des droits acquis. D'une part, certains demandent une augmentation des impôts sur le capital, bien que les impôts sur la fortune atteignent déjà parfois des niveaux excessivement élevés, d'autre part, certains veulent la suppression de la libre circulation des personnes avec l'UE, avec tous les risques que cela implique pour les accords bilatéraux. Alors que les relations avec l'UE stagnent, nous devons veiller à ce que les entreprises et les investisseurs restent en Suisse - ou y viennent tout simplement. Parce que ce sont leurs investissements pour l'emploi, leurs impôts et leurs cotisations sociales qui garantissent notre prospérité.

C'est pour cette raison que le PLR appelle de ses vœux une stratégie globale en matière de politique économique, visant à renforcer l'attrait de notre place économique afin de préserver les emplois et la prospérité, dans l'intérêt de la population suisse. Une stratégie active doit permettre de renforcer les bonnes dispositions existantes en Suisse. Les désavantages concurrentiels que la Suisse maintient, sans pression internationale, doivent également être éliminés à tout prix. Il est essentiel de maîtriser les dépenses publiques excessives afin de disposer de réserves pour les investissements nécessaires et ciblés qui porteront leurs fruits sur le long terme. Il est impératif que le frein à l'endettement soit appliqué, car la dette d'aujourd'hui est l'impôt de demain. En raison des liens économiques étroits que notre pays entretient avec les régions européennes voisines, les accords bilatéraux revêtent une importance particulière pour l'attractivité et la prospérité de la Suisse en tant que place économique. Il a été prouvé que l'intégration de la Suisse dans le marché intérieur nous profite - plus qu'à la plupart des Etats membres de l'UE. Pour le PLR. Les Libéraux-Radicaux, la sauvegarde sur le long terme de la voie bilatérale au moyen d'un cadre juridique stable est une décision rationnelle claire.

Dans les pages qui suivent, le PLR présente ses recettes pour préparer la Suisse à l'avenir.

2. Cadre économique

Sa capacité d'innovation et sa fiabilité ont toujours été les points forts de la place économique suisse. Nous devons développer ces avantages. En outre, il est essentiel de soutenir l'économie suisse en créant des conditions-cadres optimales. La réglementation doit être assouplie et la digitalisation utilisée au profit de l'économie nationale. Sinon, les entreprises suisses ne pourront plus investir leurs ressources de manière efficiente, mais seront freinées par une surréglementation.

- › **L'administration publique doit servir l'économie** : Tous les échelons de l'administration fédérale doivent faire en sorte de générer des avantages locaux et faciliter l'esprit d'entreprise. L'administration publique et les politiques doivent créer des opportunités et des espaces de liberté pour les entreprises et la société. Les investisseurs potentiels et les entreprises intéressées doivent également disposer d'un seul et même interlocuteur pour les demandes de renseignements. En outre, l'Etat doit devenir plus efficient en lançant des appels d'offres cohérents et transparents pour les marchés fermés, s'il ne veut pas privatiser ou libéraliser l'activité en question.
- › **Une présence coordonnée et forte à l'étranger** : La Suisse a besoin d'une présence cohérente et professionnelle à l'étranger pour que la marque suisse puisse être promue, tout comme notre positionnement géographique. La Suisse a de nombreux atouts à offrir aux entreprises et à leurs employés, notamment un excellent système d'éducation, de bonnes infrastructures, une fiscalité attrayante et la stabilité grâce à des institutions fiables et un Etat de droit qui fonctionne. Ces atouts doivent être activement exploités à l'étranger pour que les entreprises en prennent conscience et s'efforcent de créer des emplois en Suisse.

- › **Enfin un taux de TVA unique** : Le plus cher et le plus problématique des monstres bureaucratiques qu'est la TVA doit enfin être maîtrisé. Facilitons la vie quotidienne de nos entreprises en supprimant la plupart des exceptions et des tarifs spéciaux. Nous exigeons le taux le plus simple et le plus bas d'Europe.
- › **Mettre en œuvre la cyberadministration de manière cohérente** : La digitalisation offre de nombreuses possibilités de simplifier les processus et de promouvoir ainsi l'esprit d'entreprise. Il faut saisir les occasions rapidement et efficacement. Les signatures et les cartes d'identité électroniques doivent être introduites afin que les entreprises et la population puissent bénéficier de procédures administratives automatisées. Dans ce contexte, la numérisation et la mise en réseau du registre du commerce doivent être encouragées et poursuivies.
- › **Ouvrir la voie à l'esprit d'entreprise et à la création de start-up** : Les entrepreneurs ne doivent pas être entravés. C'est la seule façon d'aider les idées à se concrétiser en Suisse. Si nous mettons des bâtons dans les roues des esprits ingénieux, nous privons la Suisse d'une grande partie de prospérité. De meilleures conditions de participation des travailleurs doivent être créées, ainsi que la reconnaissance du travail indépendant simplifiée. Un nouveau statut doit être introduit pour les employés des start-up, afin de clarifier une fois pour toutes les incertitudes concernant leur protection sociale.
- › **Garantir des conditions stables** : La Suisse est une place internationale sûre et stable. Cet avantage géographique doit être préservé. La sécurité publique et la protection des droits fondamentaux doivent se voir accorder une priorité élevée. En maintenant les normes existantes en matière de protection des données, la Suisse restera à l'avenir un lieu d'implantation attrayant et sûr pour les serveurs et le stockage des données.
- › **Rendre les infrastructures attractives** : La Suisse doit être en mesure de démontrer qu'elle dispose d'un avantage géographique et d'une excellente infrastructure. Elle doit être en phase avec le monde numérique et, en plus d'accélérer son expansion, des fonds suffisants doivent être débloqués pour sa maintenance. La réglementation doit permettre l'utilisation optimale des infrastructures existantes et ne doit pas être précipitée.

Faits et chiffres

- › La TVA coûte aux entreprises CHF 1,76 milliard par an.¹
- › Dans le domaine « Ease of Doing Business », la Suisse est en recul constant et n'occupe, en 2019, plus que la 38ème place.²
- › La Suisse a perdu du terrain en tant que siège social d'entreprises et est passée de la 1ère à la 3ème place.³

3. Main-d'œuvre qualifiée

En tant que pays de haute technologie, la Suisse a besoin d'un nombre suffisant de spécialistes hautement qualifiés. Sur le plan de la politique intérieure, les mesures nécessaires doivent donc être prises pour renforcer le potentiel de la main-d'œuvre nationale. Cependant, la bataille pour les meilleurs talents s'intensifie dans le monde entier. Les procédures bureaucratiques d'admission des spécialistes de pays tiers sur le marché suisse du travail et le système restrictif des quotas entravent donc le développement dynamique de la place économique suisse. D'autre part, la libre circulation des personnes, qui permet d'employer des ressortissants de l'UE/AELE sans complication, fait l'objet de pressions politiques internes. Le défi en matière d'immigration consiste à fixer les conditions-cadres de telle sorte que, d'une part, les entreprises puissent recruter du personnel qualifié sans excès de bureaucratie et que, d'autre part, les abus soient évités par une politique d'immigration ferme mais juste - car l'immigration doit être dans l'intérêt de la Suisse.

- › **Promouvoir l'initiative pour le personnel qualifié et préserver les forces du système éducatif** : Nous devons mieux intégrer les femmes et les travailleurs plus âgés au marché du travail. Les mesures prises dans le cadre de l'initiative sur le personnel qualifié sont essentielles pour exploiter au mieux le potentiel de la main-d'œuvre nationale. La conciliation entre vie familiale et professionnelle doit encore être améliorée (par exemple, par la déductibilité des frais effectifs de garde d'enfants par des tiers, la

taxation individuelle ou la réduction des formalités pour les crèches), l'intégration des travailleurs plus âgés sur le marché du travail doit être renforcée, et l'emploi après la retraite rendu possible. Nous voulons également que notre système éducatif soit parmi les meilleurs au monde, afin de pouvoir former les spécialistes dont nous avons besoin. Les facteurs de succès incluent non seulement les meilleures universités, mais également notre système de formation dual.

- › **Recrutement facilité dans les pays tiers** : Dans un premier temps, un contingent suffisamment important de spécialistes de pays tiers est nécessaire. Le quota doit être adapté aux besoins de l'économie. Cette exigence s'appliquera d'autant plus lorsque le Royaume-Uni aura quitté l'UE et rompu l'accord sur la libre circulation des personnes, qui réglementait jusqu'à présent les flux migratoires entre la Suisse et le Royaume-Uni. Deuxièmement, les procédures d'admission des spécialistes hautement qualifiés sur le marché suisse du travail doivent être conçues de manière non bureaucratique. Dans le même temps, il faut mettre un terme aux abus dans le domaine de l'asile en appliquant de manière systématique la loi sur les étrangers ; le tourisme social, en particulier, doit être évité. L'immigration doit être dans l'intérêt de la Suisse.
- › **Retenir en Suisse les jeunes diplômés** : Les pays les plus innovants se disputent les meilleurs talents. Il faut donc créer les conditions adéquates pour que les étudiants étrangers titulaires d'un master ou d'un doctorat d'une université cantonale, d'une haute école technique ou des écoles polytechniques fédérales puissent se lancer dans la vie active en Suisse, facilement et sans paperasserie, en particulier dans les domaines qui connaissent une pénurie avérée de travailleurs qualifiés.
- › **Stimuler le secteur technologique avec un visa de start-up** : Une nouvelle catégorie de permis de travail est nécessaire pour les étrangers qui souhaitent créer une entreprise en Suisse ou investir dans une jeune entreprise. Pour les jeunes entreprises/start-up, les obstacles au recrutement de ressortissants d'Etats tiers sont particulièrement élevés, ce qui a un impact négatif dans le secteur des start-up et de la technologie.
- › **Assurer l'innovation et la mobilité** : L'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) est l'un des accords bilatéraux les plus importants d'un point de vue économique. Depuis son entrée en vigueur, il a généré un regain de croissance, un meilleur rendement en matière d'innovation et une plus grande productivité du travail. L'accord répond également aux besoins d'une société de plus en plus mobile, en offrant à tous les Suisses la liberté de travailler ou d'étudier facilement dans l'UE. L'impact positif de la libre circulation des personnes sur l'économie suisse et la mobilité des citoyens suisses doit être garanti sur le long terme en rejetant l'initiative de limitation. Si l'ALCP devait être aboli, des mesures unilatérales devraient alors être prises, en particulier dans le domaine des procédures d'admission et du volume des contingents, comme l'illustrent les chiffres ci-dessous.

Faits et chiffres

- › Au cours des dix prochaines années, il manquera jusqu'à 500'000 travailleurs qualifiés dans l'économie.⁴
- › L'immigration suit principalement les besoins et le contexte économiques.⁵ En raison du renforcement de la conjoncture dans l'UE, l'immigration en provenance de l'UE est tombée à 31'000 en 2018 (contre 68'000 en 2013). Au total, quelque 54'000 personnes sont venues en Suisse en 2018.⁶
- › Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes en 2002, le taux d'emploi et les salaires ont augmenté en Suisse. Les salaires bruts sont passés de CHF 6616/mois en 2002 à CHF 7716/mois en 2016 (croissance annuelle moyenne de 1.1%). Il n'y a pas eu de déplacement de citoyens en raison de la présence d'étrangers en provenance de l'UE ou de l'AELE.⁷

4. Libéralisation intérieure

La Suisse est forte et prospère parce qu'elle peut et doit être compétitive. La concurrence améliore la qualité et favorise le progrès. La Suisse doit donc, surtout en période d'incertitude, poursuivre la libéralisation, notamment à l'interne, où nous sommes libres de prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'Etat et l'économie en bonne santé. Si nous créons un cadre intérieur libéral, d'une part nous

favorisons notre économie et les exportations, et d'autre part nous rendons la Suisse attrayante pour les investissements et la délocalisation d'emplois en provenance de l'étranger.

- › **Le marché du travail a besoin d'une mise à jour digitale** : Un atout de la Suisse est son marché du travail libéral et flexible. Mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Le droit du travail est déjà en retard sur les réalités de l'ère numérique. Au lieu de protéger les travailleurs là où cela est nécessaire, il empêche l'économie de travailler de manière pragmatique et les employés de manière flexible. Des adaptations doivent être apportées afin d'assouplir, entre autres, le temps de travail pour les cadres et les spécialistes, ainsi que le travail à domicile.
- › **Attirer les investisseurs plutôt que de les décourager** : Les investissements en Suisse sont absolument nécessaires pour créer des emplois et stimuler l'innovation. Nous sommes, pour l'heure, champions du monde pour attirer les investissements étrangers directs. Au lieu de renforcer cet avantage et de maintenir l'attrait de la Suisse, nous mettons en place de nouveaux obstacles et contrôles. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que la Suisse continue à attirer les investisseurs. La Suisse a besoin d'une protection ciblée uniquement dans le domaine de la cybersécurité ou des infrastructures critiques, là où des mesures existent déjà.
- › **Pas de distorsion de concurrence de la part des entreprises étatiques** : De nombreuses entreprises appartenant à l'Etat ou bénéficiant de concessions monopolistiques entrent en concurrence avec des entreprises privées, avec l'expansion de leurs produits ou services. Toutefois, elles disposent de moyens et de garanties très différents de ceux des entreprises privées et ne doivent pas exploiter ces avantages au détriment de leurs concurrentes privées. Il est urgent de mettre en place des garde-fous afin qu'elles ne se placent pas en situation de concurrence déloyale avec le secteur privé.
- › **Combattre l'îlot de cherté par la concurrence** : En comparaison internationale, les prix et les coûts de production en Suisse sont élevés. Au lieu de vouloir lutter contre ce phénomène avec encore plus de réglementation étatique, il faudrait introduire plus de concurrence. Les barrières commerciales et les tarifs douaniers doivent être démantelés, la réglementation doit être abolie et les monopoles abusifs ou les abus de pouvoir de marché doivent être combattus de manière ciblée. L'abolition unilatérale des droits de douane industriels est un premier pas dans la bonne direction. Il est également essentiel de renforcer le principe du Cassis de Dijon afin de faciliter les importations. L'introduction de la procédure de déclaration est donc clairement bienvenue et sa mise en œuvre doit être poursuivie à tout prix.

Faits et chiffres

- › La dernière révision du droit suisse du travail remonte à 1964, mais découle de la loi sur les fabriques de 1877 et est toujours axé sur le travail industriel (emplois fixes, horaires fixes, distinction claire entre travail de jour et de nuit et entre temps de travail et pause, modèle traditionnel), alors que 75% des effectifs travaillent aujourd'hui dans le domaine des services.⁸
- › En 2017, le volume des investissements directs en Suisse a atteint CHF 1088 milliards (163% du PIB), tandis que celui des investisseurs suisses à l'étranger a même atteint CHF 1228 milliards (184% du PIB).⁹

5. Réseau international

L'accès au marché intérieur de l'UE est gravement menacé. Si les accords bilatéraux devaient être résiliés, celui-ci disparaîtrait dans une large mesure. En cas de statu quo, l'accès au marché s'érodera progressivement et de nouvelles barrières commerciales apparaîtront pour la Suisse. D'autres défis peuvent difficilement être relevés sans de nouveaux accords, par exemple la pleine intégration dans le marché européen de l'électricité afin d'améliorer la production intérieure grâce à un éventuel accord sur le marché de l'électricité. Le plan A est la sauvegarde sur le long terme de l'accès au marché de l'UE au moyen d'un accord-cadre, lequel se trouve toutefois dans une position difficile en termes de politique intérieure. Parallèlement, le réseau d'accords de libre-échange avec les Etats tiers doit être renforcé afin d'ouvrir de nouveaux marchés pour nos entreprises. Le protectionnisme ne nuit qu'à la Suisse, petit pays orienté vers l'exportation, et génère une incertitude économique.

- › **Conclure des accords de libre-échange dans l'intérêt de la Suisse** : Plus les relations avec l'UE sont incertaines, plus les accords de libre-échange avec les Etats tiers deviennent importants. Il faut

donc tout mettre en œuvre pour établir des contacts avec les Etats partenaires intéressés et intéressants, concrétiser les discussions en cours et conclure les accords prévus. Il doit être possible de protéger raisonnablement les produits agricoles suisses sensibles, sans pour autant empêcher la conclusion d'accords centraux pour l'ensemble de l'économie.

- › **S'efforcer d'obtenir un accès bilatéral aux marchés et faire pression en faveur de pourparlers :** Les pourparlers bilatéraux sur l'accès aux marchés avec les différents pays doivent être intensifiés (par exemple, sur les marchés financiers). La Suisse doit, en outre, dans la mesure du possible, s'efforcer d'engager des pourparlers bilatéraux afin que les Etats membres de l'UE puissent défendre les intérêts de la Suisse au sein de l'UE.
- › **Prendre des mesures pour réduire les obstacles au commerce :** Si les relations avec l'UE se détériorent, la Suisse sera confrontée à de nouveaux obstacles au commerce (par exemple, les produits médicaux). Il est donc d'autant plus urgent que la Suisse fasse son possible pour renforcer unilatéralement les échanges commerciaux de et vers la Suisse. Les entreprises doivent être soulagées autant que faire se peut des coûts commerciaux, cela est particulièrement important et vital pour les PME. D'autre part, la Suisse doit apporter un soutien ciblé aux secteurs touchés par des barrières commerciales supplémentaires de l'UE : les exigences unilatérales doivent répondre, dans la mesure du possible, aux besoins de conseils, de tests et d'assistance sur site sur le lieu de vente.
- › **Promotion efficace des exportations :** Les entreprises suisses ont besoin d'un accès au marché mondial pour vendre leurs produits et services. De nombreuses entreprises suisses exportent déjà avec succès, mais il existe un potentiel inexploité, tant dans les entreprises que sur les marchés, qui doit être valorisé. La promotion des exportations suisses doit demeurer simple et ciblée, tout en favorisant efficacement l'économie suisse.
- › **Accords sur le marché de l'électricité et ouverture complète de celui-ci :** L'intégration complète dans le marché européen de l'électricité renforce la production intérieure, en particulier hydraulique, et améliore la sécurité d'approvisionnement. Même en l'absence d'un accord-cadre institutionnel, il convient de poursuivre les travaux en vue de la conclusion de l'accord sur l'électricité dans l'intérêt de la Suisse. Cela signifie que les exigences techniques et réglementaires doivent être respectées afin de permettre une intégration équivalente. L'ouverture complète du marché de l'électricité, qui n'a pas encore été mise en œuvre, en est une condition préalable fondamentale. La pression doit continuer à être exercée afin que tous les consommateurs d'électricité puissent enfin bénéficier d'un libre choix des fournisseurs et d'une baisse des prix de l'électricité.
- › **Protection des données identique entre la Suisse et l'UE sans « finition suisse » :** A l'ère de la digitalisation, un niveau équivalent de protection des données en Suisse et dans l'UE est essentiel afin d'éviter les redondances pour les entreprises suisses. Il faut se dispenser d'une « finition suisse » qui aille au-delà des exigences de la protection européenne des données. La reconnaissance de l'équivalence de la protection des données par l'UE est indispensable.

Faits et chiffres

- › La Suisse a conclu 30 accords de libre-échange avec une quarantaine de partenaires dans le monde, soit un marché de 2,2 milliards de consommateurs. Les exportations suisses vers ces pays représentent environ 23% du total des exportations.¹⁰
- › L'UE est de loin le plus important partenaire commercial de la Suisse. En 2018, 52% de l'ensemble des marchandises exportées par la Suisse étaient destinés à l'UE, soit une valeur marchande de CHF 121,5 milliards.¹¹ L'emploi d'environ un million de collaborateurs en Suisse dépend directement ou indirectement de l'accès au marché intérieur de l'UE.¹² Grâce à cet accès, la Suisse enregistre un revenu important par habitant et par an (entre CHF 3000¹³ et 4400¹⁴ selon les études).

6. Politique fiscale

Un système fiscal attractif, en plus d'autres avantages, est fondamental pour l'implantation d'entreprises et d'investisseurs fortunés. Ils sont importants pour la Suisse puisqu'ils financent, dans une large mesure, notre Etat ainsi que les services publics dont nous bénéficions tous et qui sont le gage de notre qualité de vie. Sur le plan international, nous devons disposer d'une fiscalité la plus attrayante possible, tant en ce

qui concerne le montant que le processus de perception. Ce n'est qu'en agissant stratégiquement pour assurer les rentrées fiscales dans les caisses de l'Etat dans le cadre de la concurrence internationale, que nous pourrions garantir et renforcer la rentabilité des impôts en faveur des services publics sur le long terme. Cet objectif doit actuellement être poursuivi de manière encore plus intensive compte tenu de l'évolution internationale de la politique fiscale de l'OCDE (fiscalité de l'économie numérique et approches plus ambitieuses de l'harmonisation des taux d'imposition), qui poseront des défis majeurs à la Suisse. Pour rester compétitive, la Suisse doit élaborer sa politique fiscale, y compris celle de l'économie numérique, en faisant preuve d'anticipation.

- › **Stratégie fiscale prévisionnelle dans l'intérêt de la Suisse** : La Suisse doit adopter une approche sur le long terme pour fixer le cadre fiscal de manière à rester compétitive et ainsi garantir des recettes fiscales. Le PLR incite donc le Conseil fédéral à élaborer une stratégie fiscale sur le long terme et durable, et à ne pas sauter d'un dossier à l'autre et d'une recommandation internationale à la suivante. Les effets dynamiques des cadres fiscaux doivent être davantage pris en compte.
- › **Eliminer les désavantages concurrentiels** : La Suisse se tire une balle dans le pied avec le système actuel de l'impôt anticipé et les droits de timbre. Sans aucune contrainte internationale, nous maintenons en Suisse deux fardeaux pour les entreprises, peu attrayants et inhabituels sur le plan international. La priorité doit être donnée à la réforme du système d'impôt anticipé de manière à ce que la retenue de 35% puisse être levée dans les cas où elle ne remplit pas un objectif de sécurité ou ne peut être restituée. Dans un deuxième temps, l'abolition des droits de timbre doit enfin être traitée étape par étape. Ces deux projets permettront, à moyen et long terme, d'injecter plus d'argent dans les caisses de l'Etat, car la Suisse deviendra plus attractive en tant que site d'implantation pour les entreprises solvables.
- › **Imputation d'impôts à la source pour les étrangers indépendamment des CDI bilatérales** : De nombreux Etats assurent déjà leur promotion économique par le biais de l'imputation des impôts à la source pour les étrangers. La Suisse doit y jouer son rôle et faciliter l'entrée des entreprises suisses sur les marchés, en particulier dans les pays émergents. Dans la mesure du possible, cette imputation doit être réglementée par les conventions contre les doubles impositions (CDI) ou les accords de libre-échange, mais il est également dans l'intérêt de la Suisse d'avoir une imputation unilatérale ciblée et indépendante des instruments bilatéraux existants.
- › **Garantir la sécurité juridique sans « finition suisse »** : La norme internationale minimale dans le domaine fiscal doit être mise en œuvre afin d'assurer la sécurité juridique des sociétés suisses. Il ne doit y avoir aucun risque que des listes noires restreignent les activités commerciales de nos entreprises. En parallèle, cela signifie toutefois que la Suisse ne doit pas décider d'une « finition suisse » en plus de la réglementation internationale.
- › **Introduire l'imposition individuelle** : Le système d'imposition le plus simple, qui évalue chaque personne en fonction de sa capacité économique individuelle - quel que soit son état civil. La Suisse doit enfin introduire l'imposition individuelle, qui générerait nombre d'effets positifs à son avantage : meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale, fiscalité équitable pour le deuxième salaire, neutralité de l'état civil (ni mariage, ni concubinage) ainsi qu'une augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales.
- › **Equilibrer la progression à froid** : La progression à froid se produit lorsque les contribuables franchissent un palier fiscal en raison de la croissance économique réelle générale. La charge fiscale a déjà augmenté de 4,3 % depuis 1996, uniquement en raison de cet effet. En outre, les faibles revenus sont grevés de façon disproportionnée.
- › **Mettre en pratique Easy Swiss Tax** : Ce changement de système demeure notre objectif sur le long terme. Un trop grand nombre de déductions complique non seulement le traitement des déclarations de revenus, mais rend également le régime fiscal inefficace. Le système suisse génère depuis longtemps des conflits d'objectifs, des effets d'aubaine et des incitations négatives à travers les nombreuses déductions qui peuvent être effectuées dans les déclarations fiscales. Cela nécessite de repartir à zéro, avec une déclaration d'impôt aussi simple à remplir qu'un jeu d'enfant. L'abolition de la plupart des déductions pourrait aller de pair avec une réduction considérable des impôts. Tout le monde aurait ainsi un revenu disponible supérieur et pourrait l'utiliser pour les dépenses courantes ou les investir, plutôt que de bénéficier de déductions.

Faits et chiffres

- › 2,8% des entreprises paient environ 90% des impôts fédéraux directs¹⁵, 3,66% des contribuables (personne physique avec les revenus les plus élevés) paient plus de 50% des impôts fédéraux directs des particuliers.¹⁶
- › Au cours des dix dernières années, les multinationales ont contribué à hauteur de CHF 3,5 milliards par an au PIB et généré CHF 500 millions de recettes fiscales par an.¹⁷
- › En Suisse, la progression des revenus est relativement faible. Dans le même temps, la répartition des revenus est relativement homogène, avant redistribution. Toutefois, l'impôt sur la fortune est extrêmement élevé en Suisse. En chiffres bruts, la charge fiscale est d'environ 40%, mais en valeur réelle, elle peut dépasser 100% en fonction de la situation économique.

7. Recherche et innovation en faveur de la place industrielle suisse

Le succès de la place industrielle suisse face à la concurrence internationale repose sur une place internationale de premier plan pour la recherche et l'innovation. Le plus grand fournisseur de recherche et développement (R&D) en Suisse est le secteur privé. Cependant, ses investissements sont en baisse. Ils dépendent d'une recherche de pointe basée en Suisse. Jusqu'à présent, la Suisse a pu assurer sa participation aux projets les plus innovants avec les meilleurs acteurs de l'industrie et de la recherche en participant avec succès au programme-cadre pour la recherche (PCR) de l'UE (Horizon 2020). L'association de la Suisse au projet suivant, Horizon Europe, doit donc être considérée comme une priorité absolue. Cependant, l'UE a déjà démontré en 2014 qu'elle est prête à instrumentaliser la participation de la Suisse au PCR. L'exclusion de la Suisse de l'association Horizon Europe est un scénario réaliste. Pour que les entreprises suisses puissent continuer à participer à la recherche de pointe et maintenir leur force d'innovation, il est nécessaire de se préparer à une participation en tant qu'Etat tiers et, dans le même temps, à réduire notre dépendance à l'égard de la participation au PCR en créant des structures alternatives.

- › **Sécurité du financement des chercheurs en Suisse** : La Confédération doit permettre financièrement aux chercheurs suisses et aux entrepreneurs de pays tiers de participer au PCR. Ce montant peut être financé par les fonds qui auraient été utilisés pour la participation au PCR. Il est donc nécessaire d'adapter les bases juridiques afin de permettre une utilisation souple des fonds destinés au PCR.
- › **Recherche de coopérations en dehors de l'UE** : La recherche de pointe dépend de la mise en réseau internationale. La Suisse doit développer la coopération en matière de recherche avec les Etats tiers. Des programmes de recherche bi- et multilatéraux doivent être mis en place avec des pays disposant de fortes capacités de recherche, tels que le Royaume-Uni, la Corée du Sud et le Japon, et les programmes de recherche existants doivent être développés et renforcés. La mise en route doit être rapide, ce type de développement pouvant prendre de trois à cinq ans.
- › **PPP** : Il faut conclure davantage de partenariats public-privé dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Pour ce faire, la Suisse doit être attractive pour les unités internationales de recherche et de développement. Des concepts tels que les parcs d'innovation, qui fournissent des terrains aménagés et des surfaces à proximité des universités et des entreprises existantes et offrent un potentiel d'expansion suffisant, devraient être encouragés et des projets similaires supplémentaires devraient être développés.

Faits et chiffres

- › En 2017, CHF 22,6 milliards ont été consacrés aux activités de R&D en Suisse. Avec CHF 15,6 milliards, les entreprises privées ont représenté plus des deux tiers des dépenses totales, tandis que les universités ont représenté CHF 6,2 milliards, soit un bon quart. Pour la première fois en vingt ans, les dépenses de R&D des entreprises ont légèrement diminué en 2017 par rapport à la dernière enquête (2015) (- CHF 11 millions, -0,1%).¹⁸
- › Selon les estimations du président de l'EPFZ, 4900 des 9000 collaborations internationales en cours à l'EPFZ dépendent de la coopération européenne.¹⁹

8. Secteur financier

Le secteur financier suisse crée un grand nombre d'emplois, génère des recettes fiscales élevées et investit dans la place économique suisse. Cette valeur ajoutée doit être préservée à tout prix. Le secteur financier suisse dispose de compétences, d'expérience et de stabilité et doit être en mesure d'exploiter ces avantages. La réglementation ne doit être fondée que sur les risques, tout en garantissant la continuité et ne doit pas rendre impossible l'exercice d'une activité par un secteur. Sinon, nous éliminerons les risques, mais également le secteur financier.

- › **Renforcer le marché des capitaux** : Les impôts qui affectent le marché helvétique des capitaux doivent être progressivement supprimés pour que le financement puisse avoir lieu en Suisse. En outre, la bourse suisse doit être soutenue dans le processus d'équivalence boursière et être en mesure de se montrer innovante pour demeurer compétitive.
- › **Pas de « finition suisse »** : La place financière doit être réglementée de manière à ce que les risques pour la stabilité du système soient minimisés. La moyenne internationale doit servir de base, sans être alourdie par une « finition suisse ». Le secteur ne doit pas non plus faire l'objet d'une réglementation supplémentaire et constante de la part de l'autorité de surveillance. La continuité assure la sécurité de ce secteur et favorise l'innovation et la création d'emplois.
- › **Etablir une position leader en tant que place financière durable** : Les efforts de la place financière pour faire de la Suisse une place financière de premier plan dans le domaine de la finance durable doivent être activement soutenus. A cet effet, les meilleures conditions-cadres possibles doivent être élaborées grâce à un dialogue permanent entre les acteurs du marché et les autorités. La Suisse doit se baser sur les normes internationales d'information et les critères de durabilité et démontrer les effets du changement climatique sur l'économie (réelle), afin que les investisseurs puissent effectuer des investissements économiquement et écologiquement judicieux.

Faits et chiffres

- › Le secteur financier suisse (comprenant les secteurs de la banque et des assurances) représente 208'000 emplois à plein temps, 12,9% de la valeur ajoutée brute est générée, directement et indirectement, par le secteur financier, qui paie CHF 19,3 milliards d'impôts.²⁰
- › La place financière suisse perd de sa compétitivité. Entre 2009 et 2019, Zurich est passée de la 5ème à la 8ème place, Genève de la 6ème à la 28ème place.²¹

Bibliographie

- ¹ Conseil fédéral (2013) Rapport sur les coûts de la réglementation, Page 12
- ² World Bank Group (2019) Doing Business Economy Profile Switzerland
- ³ McKinsey & Company (2019) Switzerland Wake up, Page 11
- ⁴ UBS (2019) Davantage d'emplois, oui – mais y aura-t-il assez de main-d'œuvre?, <https://www.ubs.com/global/fr/ubs-news/r-news-display-ndp/fr-20190711-outlook-3q19.html>
- ⁵ Secrétariat d'Etat à l'économie (2019) Quinzième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, Page 7
- ⁶ Secrétariat d'Etat aux migrations (2019) Statistiques sur l'immigration. Les étrangers en Suisse, Page 7
- ⁷ SECO (2019) 15. Bericht des Observatoriums zum Freizügigkeitsabkommen Schweiz-EU, Pages 60, 64, 86ff.
- ⁸ Avenir Suisse (2017) Quand les robots arrivent, Page 39
- ⁹ Banque nationale suisse (2019) Données économiques commerce extérieur / economiesuisse (2019) De l'importance majeure des investissements directs pour la Suisse, <https://www.economiesuisse.ch/fr/dossier-politique/de-limportance-majeure-des-investissements-directs-pour-la-suisse>
- ¹⁰ SECO (2016) Wirtschaftliche Bedeutung der Freihandelsabkommen für die Schweiz. Fokus auf Partner ausserhalb der Schweiz, Page 4.
- ¹¹ DFAE (2019) La Suisse et l'UE en chiffres. Statistiques relatives au commerce, à la population et au transport, Page 11
- ¹² Avenir Suisse (2019) Effet positif des bilatérales sur l'emploi, Page 7
- ¹³ Bertelsmann Stiftung (2019) Ökonomische Effekte des EU-Binnenmarktes in Europas Ländern und Regionen. Zusammenfassung der Studie, Page 4
- ¹⁴ Economiesuisse (2016) Evolution du BIP par habitant. La croissance de la Suisse est meilleure que sa réputation, Page 17
- ¹⁵ KPMG (2019) Clarity on Swiss Taxes, Page 6
- ¹⁶ KPMG (2019) Clarity on Swiss Taxes, Page 18
- ¹⁷ McKinsey & Company (2019) Switzerland Wake up, Page 11
- ¹⁸ Office fédéral de la statistique (2019), Recherche et développement en Suisse 2017, Page 6.
- ¹⁹ NZZ (5. Februar 2019), Die EU lässt die Schweizer Forscher im Ungewissen.
- ²⁰ SwissBanking (2019) La place financière suisse, <https://www.swissbanking.org/finanzplatz-in-zahlen/la-place-financiere-suisse/>
- ²¹ Global Financial Centers Index (2009 / 2019), https://www.longfinance.net/media/documents/GFCI_25_Report.pdf